

RÉVISION DU CODE DES PENSIONS MILITAIRES

Plus de justice et moins d'inégalités

Comme annoncé dans «Le Soir retraite» du mardi 2 octobre 2012, le Conseil des ministres du lundi 17 septembre 2012 a examiné et approuvé un projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n°76-106 du 9 décembre 1976 portant code des pensions militaires. Les amendements introduits dans le dispositif en vigueur visent notamment à faire assurer la prise en charge, sur le budget de l'Etat, des pensions de retraite au profit des appelés du service national et leurs ayants droit et ouvrir le droit à une pension aux ayants droit des employés militaires ou civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli quinze années de service.

Ce projet de loi préparation a «pour objet de modifier et compléter certaines dispositions du code des pensions militaires de 1976». Selon *El Watan* (édition du 2 octobre 2012), dans l'exposé des motifs du projet, on peut lire : «La pratique a mis en évidence que certaines dispositions de l'ancienne loi n'ont pas prévu certaines situations et cas sociaux apparus au cours de ces dernières années.» Une nouveauté : l'octroi du droit à la pension aux ayants droit des



personnels militaires et civils assimilés décédés en activité et n'ayant pas accompli les quinze ans de service, tels que prévu par la loi et qui n'est pas pris en charge par le code des pensions militaires. Autre amendement prévu : «l'insertion au niveau de l'article 5 du code des pensions militaires d'un point 7 qui consacre ce droit et qui permet également d'en étendre le bénéfice aux ayants droit des militaires et civils assimilés décédés antérieurement à la date de la promulgation de cette présente loi».

«Les militaires appelés et rappelés du service national blessés dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre, de lutte antiterroriste ou déclarés inaptes pour infirmités ou maladies imputables au service ou aggravées par le fait du service» bénéficieront aussi du droit à cette pension. «Cette situation, qui n'est pas prise en charge par le code des pensions militaires, lit-on dans l'exposé des motifs, a privé de nombreuses familles de militaires précédemment citées de la couverture sociale.»

QU'EN PENSENT
LES CONCERNÉS ?

Concernant le montant révisé des pensions à l'avenir, il s'agira de faire bénéficier les militaires concernés d'une pension de retraite militaire calculée sur la base de la solde des militaires de carrière et des contractuels».

Dans le projet de loi, à l'image de ce qui est prévu pour les retraités dans le civil, le taux de la revalorisation annuelle des pensions sera fixé par arrêté du ministre de la Défense, revalorisation qui «vise à adapter le niveau des pensions de retraite avec l'évolution des rémunérations servies aux personnels en activité, d'une part, et le niveau de vie, d'autre part». Cette revalorisation qui pourrait être liée au montant du «salaire national minimum garanti» (SNMG), concernerait aussi les pensions d'invalidité dont le montant actuel est dérisoire.

Est-ce que ces changements prennent en compte les revendications des retraités de l'armée aux pensions modestes, retraités qui ont essayé il y a quelques semaines de faire entendre leur voix, notamment à Constantine ?

Est-ce qu'elles vont satisfaire les revendications des appelés du service national impliqués dans la lutte antiterroriste et qui ont multiplié les manifestations ces derniers mois dans nombre de villes du pays ? Affaire à suivre.

Djilali Hadjad

LIBRE DÉBAT

«Pourquoi une différenciation de régime de retraite» ?

La presse fait état d'un projet de loi en cours de promulgation, concernant les pensions des retraités militaires et civils assimilés. En outre, cette loi vise à faire bénéficier les concernés et leurs ayants droit d'une pension de retraite calculée sur la base des traitements et soldes du personnel militaire et civils assimilés en activité. Il s'agit donc d'une sorte d'indexation des pensions de cette catégorie de retraités sur les salaires, traitements que perçoit le personnel en activité, pour les mêmes fonctions, grades, etc., si on comprend bien l'article de presse paru le 2 octobre dans le journal *El Watan*. C'est bien, et très bien que justice soit faite à cette catégorie de retraités algé-

riens. Mais qu'en est-il des autres catégories de retraités emmarquant à la «pauvre» CNR (régime général). Car le même problème se pose aux retraités dont les pensions dépendent de la Caisse nationale des retraites (CNR).

Les cas réels sont ici par centaines, de cadres dirigeants d'entreprises publiques, partis en retraite dans les années 1992 à 2000, sur la base de rémunération plafonnée à 10 fois le SNMG, lui-même fixé par le chef du gouvernement de l'époque arbitrairement à 4000 DA/mois, donc, un maximum pour les dirigeants principaux d'entreprises publiques (40 000 DA/brut/mois), alors que par la suite, dès les années 2002 et suivantes, le SNMG servant de

base aux rémunérations des cadres dirigeants a été libéré et aligné sur le véritable SNMG légal. Ainsi, les cadres dirigeants (CD) sortis en retraite à la fin des années 2000 (essentiellement 2005 à ce jour), bénéficient d'une rémunération toujours égale à 10 fois le SNMG légal, soit au maximum aujourd'hui : 180 000 DA/brut/mois, plus les primes variables soumises à cotisations sociales. Voyez vous même l'injustice subie par les CD partis en retraite à la fin des années 1990 (1997 à 2004), dont les pensions de départ ne dépassent guère les 35 000 à 40 000 DA/mois.

Et attendent depuis les insignifiantes revalorisations annuelles, qui elles-mêmes restent faibles et

ne permettent point pour cette catégorie de rattraper leurs collègues sortis en retraite après les années 2006 et suivantes.

PARTAGE
ET SOLIDARITÉ

Pour une équité du système de retraite, pourquoi une différenciation de régime de retraite pour un algérien ? Pourquoi sous d'autres cieux (pays développés), le système de base des retraites est unique pour l'ensemble des citoyens retraités, avec les mêmes avantages sociaux ? Reste la possibilité libre chez eux à chacun de cotiser en plus à une caisse complémentaire, ce qui malheureusement chez nous n'existe pas. On parle de régime

de partage, de solidarité, mais en réalité, il n'en est rien. Plusieurs régimes préférentiels existent avec des taux de pension différents : régime des pensions militaires ; régime des cadres de la nation ; et le régime du reste des Algériens, c'est-à-dire la CNR, en plus de la «chance» qu'ont certains retraités de certaines entreprises nationales de bénéficier du régime CNR et d'un complément (20%) payé par leur mutuelle.

Ce qui n'est pas possible pour beaucoup d'entreprises nationales et privées. A noter que le taux de pension maximum accordé par la CNR est de 80%, et ce n'est pas le cas pour les caisses privilégiées.

Un lecteur

Courrier des lecteurs

Allocation de solidarité pour une veuve sans ressource

Mon père travaillait de son vivant dans des professions libérales : il n'avait pas de cotisation pour prétendre à une pension de retraite. Il est décédé en 2008. Ma mère âgée actuellement de 70 ans, n'a aucune ressource, elle est à ma charge (son fils fonctionnaire). Mes questions : quelles sont les conditions pour prétendre à la pension de vieillesse ? Est-ce qu'elle a le droit d'avoir la couverture de la sécurité sociale (carte Chifa) ? A quel service peut-elle s'orienter au niveau de l'APC ? Ou de la/Cnas ?

H. Mohamed.

RÉPONSE : Avoir plus de 60 ans et être sans ressources. Constituer un dossier à déposer auprès du service de l'action sociale de l'APC de la commune de résidence. Ce qui donne droit à une allocation de solidarité mensuelle de 3000 DA, et surtout une couverture sécurité sociale avec carte Chifa.

UNE REVENDICATION DES RETRAITÉS SATISFAITE PARTIELLEMENT

Augmentation de 40% de la majoration pour conjoint à charge

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a annoncé samedi dernier le relèvement de 40% de la majoration pour conjoint à charge pour les retraités qui en bénéficient, et ce, à partir du mois de novembre. Ainsi, cette majoration passerait de 1731 à 2400 DA par mois.

Ce qui n'est que justice et une amorce de confort avec la loi, ce n'est pas un cadeau du gouvernement. Les retraités réclamaient un montant de 3 000 DA et le rétablissement de l'article 15 de la loi sur les retraites. Cette mesure, à la charge de la CNR, concerne près d'un million de retraités (920 000) sur 1 600 000 retraités. L'ex-article 15 de la loi n°83-12

du 2 juillet 1983 relative à la retraite stipulait que «le retraité, qui a un ou plusieurs conjoints à charge, a droit au bénéfice d'une majoration de pension dont le montant annuel est fixé à 600 fois le montant horaire du salaire national minimum garanti».

Mais cette disposition a été revue en 1999, au détriment des retraités : le montant mensuel de cette majoration est fixé par arrêté du ministre chargé de la Sécurité sociale sur proposition du conseil d'administration de l'organisme de retraite. Il ne peut être accordé plus d'une majoration pour conjoint à charge à un même pensionné.

D. H.